

Communiqué N° 7

Le CNDD déplore le paternalisme et la discrimination qui anime l'actuelle Conférence Régionale du 12 au 18 février 1995 sur les Réfugiés, les Déplacés, les Dispersés et les Rapatriés sans y associer ni inviter les concernés notamment les réfugiés. Ceux-ci ont pourtant leurs propres représentants.

Qui peut prétendre connaître les problèmes des réfugiés internes et externes mieux que les concernés eux-mêmes. Qui peut trouver les meilleures approches pour résoudre les problèmes des réfugiés en dehors des concernés. Le ridicule ne tue pas à moins que cette conférence organisée par le Gouvernement du Burundi avec l'appui de l'ONU, n'ait d'autres visées.

Qui plus est, les organisateurs de cette mascarade ne prévoient pas des mesures concrètes qui sortiront de la conférence en question pour éradiquer les causes de l'exil ou du refuge dans les marais ou dans les centres. Les causes étant, bien entendu, l'insécurité entretenue par l'Armée Monoethnique Rebelle à la Démocratie. Tout porte à croire que cette conférence n'est autre chose qu'une diversion pour escamoter les raisons profondes du mal burundais.

Plus ridicule encore seront les différentes joutes oratoires sur le rapatriement au moment où augmente le flux vers l'exil, les marais et les centres. Pourtant, ils savent bien qu'instaurer la paix et la démocratie constituent les meilleurs moyens de ramener le plus grand nombre de réfugiés. En témoigne, si besoin en était, la période entre le 1er juin et le 21 octobre 1993 qui caractérise le triomphe de la démocratie après trente ans de dictature militaro-ethnique et clanique. Pendant cette période, nous avons assisté à un retour massif des réfugiés sans précédent dans l'histoire du Burundi. Inutile donc de tenter l'esquive d'une évidence flagrante.

Au lieu de gaspiller tant d'argent dans une diversion qui ne trompe que des gens soit naïfs soit mal informés, le Gouvernement du Burundi et son sponsor l'ONU gagneraient à accréditer la proposition du Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD) stipulée dans l'épilogue du document intitulé "Notre Alternative p.24" qui demande "la tenue d'une conférence internationale sur le Burundi sous les auspices de l'ONU, de l'OUA, des pays voisins et amis ainsi que des principaux bailleurs de fonds participant à titre de témoins et de facilitateurs sur tous les problèmes engageant l'avenir de la nation, à commencer par les problèmes de la sécurité pour tous, des réfugiés, de l'appareil judiciaire, de l'impunité de tous les crimes contre l'humanité ... que les négociateurs des accords KIGOBE-KAJAGA-NOVOTEL esquivent".

Dans sa conférence de presse à Bukavu (Zaïre) le 10 septembre dernier, Son Excellence M. Léonard NYANGOMA, Président du CNDD et co-fondateur du FRODEBU aux côtés de feu

Président Melchior NDADAYE, a ajouté que cette "rencontre internationale serait précédée par une réunion préparatoire de préférence organisée par le Zaïre, à BUKAVU.

Lors de la clôture du dernier Sommet de la Francophonie, le Président de la République du Congo, M. Pascal LISSOUBA a proposé également "une conférence internationale sur les drames burundais, rwandais...". Selon M. LISSOUBA, il conviendrait que "la conférence se tienne sous les auspices du Président zaïrois, le Maréchal MOBUTU SESE SEKO".

Tant il est vrai que le précédent somment des Chef d'Etat à Brazzaville en l'absence du Président MOBUTU n'a rien rapporté de consistant.

La question de la sécurité étant primordiale, une telle conférence pourrait étudier la question du déploiement rapide de 5 000 hommes d'une Force Internationale Neutre chargée de protéger les institutions et d'assurer l'ordre et la sécurité dans le pays en s'interposant entre l'Armée Rebelle à la Démocratie et les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD).

Rappelons que celles-ci s'évertuent actuellement à organiser l'autodéfense de la population.

Pendant la période intérimaire précédant les élections générales, cette force internationale aurait comme mission la formation d'une nouvelle Armée Nationale et de nouvelles forces de sécurité à partir des FDD et des éléments de l'Armée Régulière respectueux des institutions démocratiques.

Pour le CNDD,

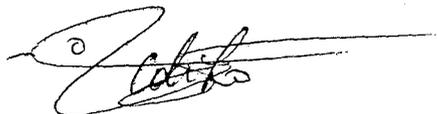
Jérôme NDIHO

Porte Parole,

Membre du Comité Exécutif du CNDD

chargé de la Communication et de l'Information

Membre du Comité Directeur National du FRODEBU.



Le 13 Février 1995